

## Développement de la finance islamique comme modèle financier éthique et durable : Une revue de littérature systématique

## The development of Islamic finance as an ethical and sustainable financial model: A systematic literature review

**Soukaina NADIR, (Doctorante-Monitrice en sciences de gestion)**

*Laboratoire Économie Appliquée et Finance  
Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales, Ain Chock  
Université Hassan II Casablanca, Maroc*

**Fatima Zahra EL ARIF, (Enseignant-chercheur)**

*Laboratoire Économie Appliquée et Finance  
Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales, Ain Chock  
Université Hassan II Casablanca, Maroc*

|                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Adresse de correspondance :</b>  | Faculté des Sciences juridiques, Économiques et Sociales -Aïn Chock<br>Km 8, Route d'El Jadida<br>B.P 8110 Oasis - Casablanca<br>TEL: + 212 (0)522 23 11 00 –(0)522 23 04 94<br>FAX: + 212 (0) 522 25 02 01                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Déclaration de divulgation :</b> | Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Remerciements :</b>              | « Cette recherche a bénéficié du soutien financier du Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique (CNRST) du Maroc dans le cadre du programme de la Bourse PASS. L'auteure exprime sa profonde gratitude envers le CNRST pour cette aide précieuse, qui a permis de mener à bien cette étude. Par ailleurs, en tant que boursière-monitrice, l'auteure tient à souligner l'importance de cette initiative dans l'accompagnement des doctorants, en leur offrant à la fois un appui financier et des opportunités d'engagement académique et scientifique. » |
| <b>Conflit d'intérêts :</b>         | Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Citer cet article</b>            | NADIR, S., & EL ARIF, F. Z. (2025). Développement de la finance islamique comme modèle financier éthique et durable : Une revue de littérature systématique. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(11), 740–764.<br><a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.17507202">https://doi.org/10.5281/zenodo.17507202</a>                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Licence</b>                      | <b>Cet article est publié en open Access sous licence<br/>CC BY-NC-ND</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

## **Développement de la finance islamique comme modèle financier éthique et durable : une revue de littérature systématique**

### **Résumé**

Dans un contexte mondial marqué par des crises financières, sociales et environnementales, la recherche de modèles économiques alternatifs et durables devient une priorité. Cet article propose une revue systématique de la littérature sur la finance islamique, afin d'évaluer sa contribution en tant que modèle financier éthique et durable. À travers l'analyse de 62 articles publiés entre 2010 et 2024, la recherche examine les fondements, les instruments, les champs d'application et les limites de la finance islamique face aux défis contemporains.

La démarche méthodologique suit le protocole PRISMA, intégrant une stratégie de sélection à partir de bases de données académiques reconnues (Scopus, Web of Science, ScienceDirect). L'analyse des publications permet de faire émerger plusieurs axes majeurs : la capacité de la finance islamique à intégrer des principes éthiques universels, sa contribution à l'inclusion financière et au financement de projets à impact social ou environnemental, ainsi que sa convergence progressive avec les normes ESG.

Les résultats mettent en évidence la pertinence croissante des instruments islamiques (Sukuk verts, Takaful, waqf productif) pour financer des projets responsables et durables. Toutefois, des défis persistent en matière de standardisation, de gouvernance et de reconnaissance internationale. La recherche conclut que la finance islamique, au-delà de sa dimension religieuse, peut constituer un levier stratégique pour une transition financière plus éthique, à condition de renforcer ses mécanismes de transparence, de formation et d'innovation.

**Mots clés :** Finance islamique, finance durable, éthique, développement durable, ESG

**Classification JEL :** G21, M14, Q01, Z12

**Type de papier :** Revue systématique de littérature

### **Abstract**

In a global context marked by financial, social, and environmental crises, the search for alternative and sustainable financial models has become a pressing priority. This article provides a systematic review of the literature on Islamic finance to assess its contribution as an ethical and sustainable financial model. Through the analysis of 62 peer-reviewed articles published between 2010 and 2024, the study explores the foundations, instruments, areas of application, and limitations of Islamic finance in addressing contemporary global challenges.

The methodological approach follows the PRISMA protocol, using a structured selection process based on established academic databases (Scopus, Web of Science, ScienceDirect). The analysis highlights key themes, including Islamic finance's alignment with universal ethical principles, its role in fostering financial inclusion and social impact projects, and its progressive convergence with ESG standards.

Findings indicate the growing relevance of Islamic financial instruments “such as green Sukuk, Takaful, and productive Waqf” in supporting responsible and sustainable development initiatives. However, challenges remain in areas such as regulatory standardization, governance, and global visibility. The study concludes that beyond its religious origins, Islamic finance has the potential to serve as a strategic driver for ethical financial transition, provided its frameworks for transparency, education, and innovation are strengthened.

**Keywords:** Islamic finance, Sustainable finance, Ethical finance, Sustainable development, ESG

**JEL Classification:** G21, M14, Q01, Z12

**Paper type:** systematic Literature Review (SLR)

## 1. Introduction

Les crises financières récurrentes qui ont marqué le début du XXI<sup>e</sup> siècle, notamment celle de 2007-2008, ont révélé les limites structurelles du système financier conventionnel (Stiglitz, 2010 ; Turner, 2009). Ces événements ont engendré une prise de conscience collective quant à la nécessité de développer des modèles économiques alternatifs, capables de concilier performance financière et responsabilité sociale. Dans ce contexte, la finance islamique émerge progressivement comme une réponse potentielle aux déséquilibres générés par la financiarisation excessive de l'économie mondiale (Chapra, 2008 ; Iqbal & Mirakhor, 2011).

Plusieurs études ont mis en évidence les convergences entre les principes de la finance islamique et les exigences contemporaines de durabilité. Les travaux de Ali (2014) et Hussein (2020) soulignent que les mécanismes de partage des profits et pertes favorisent une allocation équitable des ressources et encouragent l'investissement dans des projets à impact social positif. De même, Hayat & Malik (2014) ont démontré que l'interdiction de l'intérêt (riba) et de la spéculation excessive (gharar) contribue à la stabilité financière et limite les comportements spéculatifs destructeurs.

La finance islamique s'inscrit également dans le cadre plus large des théories de la responsabilité sociale. Freeman (1984) a établi que la performance organisationnelle ne peut être évaluée uniquement selon des critères financiers, mais doit intégrer les attentes de l'ensemble des parties prenantes. Cette approche trouve un écho naturel dans les principes islamiques qui placent la justice sociale et le bien-être collectif au cœur de l'activité économique (Dusuki & Abdullah, 2007). Ces principes s'articulent autour du concept des Maqāṣid al-Sharī'a (finalités de la loi islamique), qui vise à préserver le bien-être humain dans ses dimensions spirituelles, matérielles et sociales.

Par ailleurs, l'émergence des critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance) et des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies a créé un environnement favorable à la reconnaissance internationale de la finance islamique. Les recherches de Cevik & Bugár (2020) sur les Green Sukuk ont démontré que ces instruments permettent de financer efficacement la transition écologique tout en respectant les exigences de conformité à la Charia. Ces travaux illustrent la compatibilité entre éthique islamique et durabilité environnementale, deux dimensions essentielles du développement durable tel que théorisé par Elkington (1997) dans son approche du Triple Bottom Line.

La théorie du Triple Bottom Line, qui évalue la performance selon trois piliers (économique, social et environnemental), trouve une application naturelle dans la finance islamique. Alam et al. (2021) ont montré que les instruments financiers islamiques, notamment les Sukuk verts, contribuent simultanément à la rentabilité économique, à l'inclusion sociale et à la préservation environnementale. Cette convergence renforce l'argument selon lequel la finance islamique constitue un modèle intégré de finance responsable, capable de répondre aux défis contemporains de développement durable (Kammer et al., 2015).

Toutefois, malgré ces avancées théoriques et pratiques, la littérature scientifique demeure fragmentée. Beck et al. (2013) et Aribi & Arun (2015) soulignent l'hétérogénéité des pratiques et le manque d'uniformité des normes juridiques et comptables dans le secteur de la finance islamique. De plus, certains chercheurs, notamment El-Gamal (2006) et Khan (2019), évoquent le risque de mimétisme par rapport aux produits conventionnels, ce qui limiterait la portée transformative du modèle islamique. Ces critiques mettent en lumière la tension entre les principes éthiques fondateurs et les pratiques commerciales adoptées par certaines institutions financières islamiques.

La question de la standardisation constitue également un défi majeur. Grassa (2013) souligne que l'absence d'un cadre réglementaire harmonisé au niveau international freine la croissance et la reconnaissance du secteur. Les institutions de normalisation telles que l'AAOIFI

(Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions) et l'IFSB (Islamic Financial Services Board) œuvrent pour établir des standards communs, mais leurs recommandations ne sont pas toujours adoptées de manière uniforme par l'ensemble des juridictions (IFN, 2022).

Face à ces constats, il apparaît nécessaire de produire une synthèse systématique et critique de la littérature existante afin de clarifier le positionnement de la finance islamique dans les débats contemporains sur la durabilité financière. Cette démarche permettra d'identifier les contributions majeures, les lacunes méthodologiques et les pistes de recherche futures. Elle contribuera également à éclairer les décideurs publics et les institutions financières sur les conditions nécessaires pour que la finance islamique puisse pleinement réaliser son potentiel en tant que modèle éthique et durable.

La présente étude vise donc à répondre à la question suivante : dans quelle mesure la finance islamique peut-elle être considérée comme un modèle viable de finance éthique et durable dans un environnement financier mondialisé ? Pour y répondre, nous adoptons une méthodologie de revue systématique conforme aux standards internationaux (protocole PRISMA), appliquée à un corpus de 62 articles scientifiques publiés entre 2010 et 2024 dans des revues indexées.

L'intérêt scientifique de cette contribution repose sur trois piliers. Premièrement, elle propose une lecture intégrée et interdisciplinaire d'un champ de recherche souvent cloisonné entre approches juridiques, économiques et théologiques. Deuxièmement, elle confronte de manière systématique les principes de la finance islamique aux cadres d'analyse contemporains de la durabilité (ESG, ODD, finance verte). Troisièmement, elle offre une base empirique solide pour éclairer les décideurs publics, les régulateurs et les institutions financières en quête de solutions crédibles pour aligner performance économique et valeurs responsables.

La structure de cet article s'articule autour de quatre sections principales : une présentation du cadre théorique mobilisé, une description détaillée de la méthodologie adoptée, une analyse thématique des résultats et une discussion critique des implications théoriques et pratiques.

## **2. Cadre théorique et fondements conceptuels**

L'analyse du développement de la finance islamique en tant que modèle financier éthique et durable s'appuie sur un ensemble de cadres théoriques complémentaires. Ces fondements conceptuels permettent d'articuler les dimensions spirituelles, sociales, économiques et institutionnelles du modèle islamique. Quatre théories apparaissent particulièrement pertinentes pour structurer cette réflexion : la théorie des Maqāṣid al-Sharī'a, la théorie des parties prenantes, la théorie du Triple Bottom Line et la théorie institutionnelle.

### **2.1. Les Maqāṣid al-Sharī'a : fondement éthique et finalité sociale de la finance islamique**

La théorie des Maqāṣid al-Sharī'a (les finalités supérieures de la loi islamique) constitue le socle philosophique et éthique de la finance islamique. Cette approche postule que toute activité économique doit viser la préservation du bien-être collectif (maṣlaḥa) et la justice distributive, en favorisant l'équilibre entre l'intérêt individuel et l'intérêt général (Chapra, 2008 ; Dusuki & Abdullah, 2007).

Les Maqāṣid al-Sharī'a se déclinent en plusieurs objectifs : la préservation de la foi (dīn), de la vie (nafs), de la raison ('aql), de la descendance (nasl) et des biens (māl). Ces finalités guident l'action économique et financière vers des activités licites, équitables et socialement responsables.

Dans le champ financier, cette théorie se traduit par l'interdiction du riba (intérêt), du gharar (incertitude excessive) et des activités illicites (haram), ainsi que par la promotion du partage des profits et des pertes (moudaraba, moucharaka). Elle confère à la finance islamique une portée universelle en la reliant à des valeurs éthiques communes à la finance durable : équité, transparence, justice et solidarité. Les Maqāṣid al-Sharī'a offrent ainsi une grille de lecture

morale qui permet d'interpréter la finance islamique comme une éthique appliquée orientée vers la durabilité et l'inclusion sociale (Zakaria & Ismail, 2020).

## **2.2.La théorie des parties prenantes : vers une gouvernance inclusive et responsable**

La théorie des parties prenantes (Stakeholder Theory, Freeman, 1984) postule que la performance d'une organisation ne peut être évaluée uniquement à l'aune des intérêts des actionnaires, mais doit prendre en considération les attentes de l'ensemble des parties prenantes : clients, employés, communauté, environnement et société civile.

Appliquée à la finance islamique, cette approche permet de comprendre le rôle des institutions financières islamiques comme acteurs sociaux cherchant à concilier rentabilité économique et responsabilité morale. Les instruments tels que la zakat (impôt redistributif), le waqf (fondation à vocation sociale) ou encore le Qard al-Hassan (crédit sans intérêt) incarnent cette vision élargie de la responsabilité financière.

De plus, la théorie des parties prenantes offre un cadre conceptuel pertinent pour analyser la convergence entre la finance islamique et les critères ESG. En plaçant la justice sociale et la durabilité au cœur de leur mission, les institutions financières islamiques répondent aux exigences contemporaines de la finance responsable (Platonova et al., 2018 ; Wilson, 2020). La finance islamique peut ainsi être envisagée comme une forme d'entrepreneuriat moral où la création de valeur ne se limite pas au profit financier, mais s'étend au bien-être collectif et à la préservation des ressources.

## **2.3.La théorie du Triple Bottom Line : une évaluation intégrée de la durabilité**

La théorie du Triple Bottom Line (Elkington, 1997) introduit une conception multidimensionnelle de la performance fondée sur trois piliers : économique, social et environnemental. Elle postule que les organisations doivent rechercher simultanément la rentabilité financière, l'équité sociale et la durabilité écologique.

Dans le cadre de la finance islamique, cette approche est particulièrement pertinente car elle permet d'évaluer la contribution de ses instruments à ces trois dimensions. Sur le plan économique, les produits adossés à des actifs réels et les mécanismes de partage du risque favorisent une croissance stable et non spéculative. Sur le plan social, la zakat et le waqf productif participent à la redistribution des richesses et à l'inclusion financière. Sur le plan environnemental, les Sukuk verts et les investissements éthiques soutiennent la transition écologique et le financement d'infrastructures durables (Alam et al., 2021 ; Kammer et al., 2015).

Cette approche offre un cadre d'évaluation intégré pour positionner la finance islamique comme un modèle de performance durable, en phase avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.

## **2.4.La théorie institutionnelle : comprendre la diversité et les défis du modèle**

La théorie institutionnelle met l'accent sur le rôle des structures normatives, culturelles et réglementaires dans la formation et l'évolution des organisations (Scott, 2001). Appliquée à la finance islamique, elle permet d'expliquer la diversité des pratiques observées selon les contextes nationaux, les écoles juridiques et les cadres de gouvernance.

La diffusion du modèle islamique est influencée par des pressions institutionnelles de plusieurs natures : coercitives (liées aux cadres réglementaires imposés par les autorités publiques), normatives (issues des institutions de normalisation telles que l'AAOIFI ou l'IFSB) et mimétiques (traduisant la tendance à reproduire les pratiques conventionnelles pour gagner en crédibilité internationale).

Cette théorie éclaire les défis de standardisation, les tensions entre principes religieux et exigences de compétitivité, ainsi que les stratégies d'adaptation adoptées par les institutions

pour s'intégrer dans le système financier mondial (Grassa, 2013 ; Kammer et al., 2015 ; IFN, 2022). Elle offre ainsi une lecture structurelle du processus d'institutionnalisation de la finance islamique et de sa quête de légitimité dans l'espace global de la finance durable.

## **2.5. Articulation et complémentarité du cadre théorique intégré**

Les quatre théories mobilisées dans cette recherche s'articulent selon une logique cohérente et complémentaire qui permet d'appréhender la finance islamique dans toute sa complexité. Les Maqāṣid al-Sharī'a constituent le fondement normatif et éthique, définissant les finalités ultimes de toute action économique en finance islamique. Cette approche téléologique trouve sa traduction opérationnelle dans la théorie des parties prenantes, qui élargit la responsabilité de l'institution financière au-delà des seuls actionnaires pour inclure l'ensemble des parties affectées par ses décisions.

La théorie du Triple Bottom Line permet ensuite de mesurer concrètement cette responsabilité élargie en évaluant simultanément les dimensions économique, sociale et environnementale de la performance. Enfin, la théorie institutionnelle explique comment ces principes s'inscrivent dans des contextes réglementaires, culturels et normatifs variés, et comment ils évoluent sous l'effet de pressions institutionnelles.

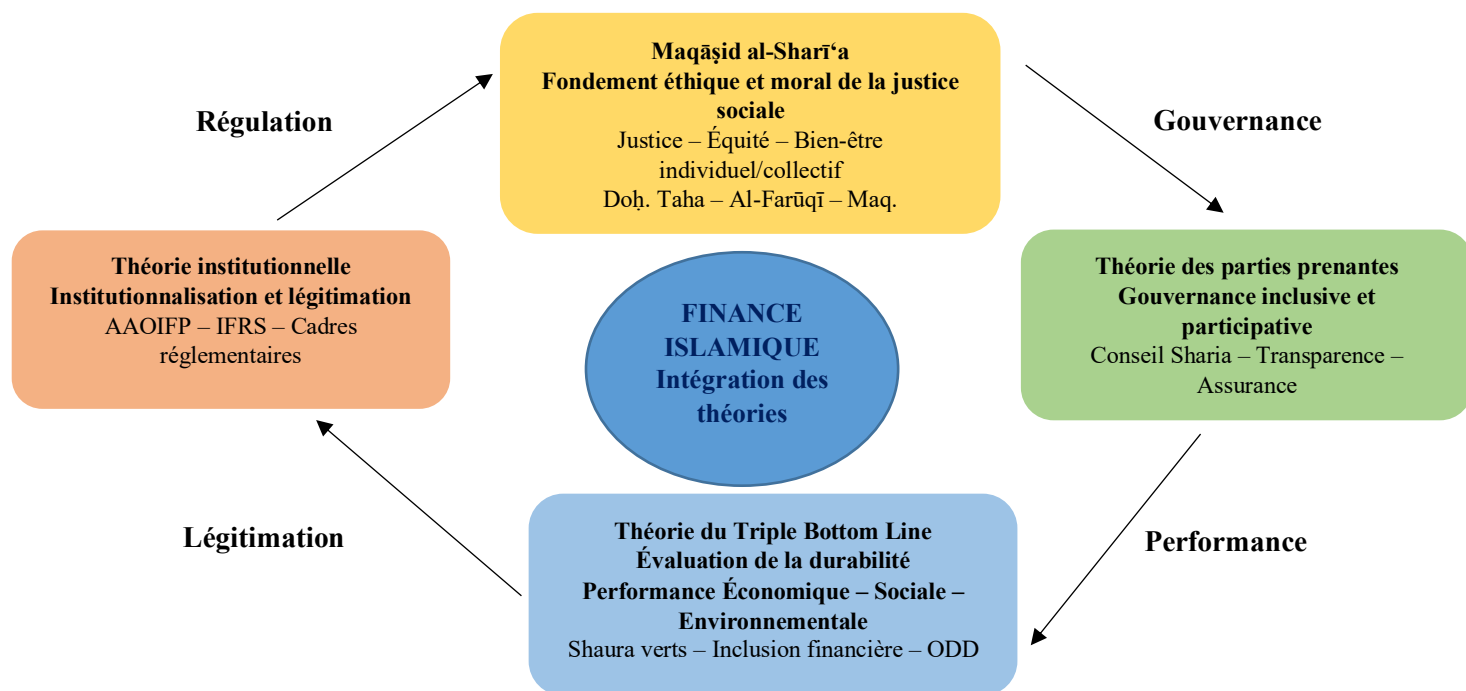
Cette articulation révèle également des complémentarités importantes entre les différents cadres théoriques. Les Maqāṣid al-Sharī'a fournissent la légitimité religieuse et morale qui sous-tend l'engagement des institutions financières islamiques envers leurs parties prenantes. La théorie des parties prenantes opérationnalise ces valeurs en identifiant les acteurs concernés et leurs attentes respectives. Le Triple Bottom Line offre ensuite des critères de mesure permettant d'évaluer si les objectifs éthiques sont effectivement atteints. Enfin, la théorie institutionnelle contextualise ces processus en montrant comment les pressions externes (réglementaires, normatives, culturelles) influencent l'application concrète des principes islamiques.

Toutefois, certaines tensions subsistent entre ces cadres. Alors que les Maqāṣid al-Sharī'a privilégient une approche déontologique fondée sur des principes immuables, la théorie institutionnelle met en lumière l'adaptation pragmatique des pratiques selon les contextes. Cette tension reflète le défi permanent auquel font face les institutions financières islamiques : comment rester fidèles aux principes religieux fondamentaux tout en s'adaptant aux réalités économiques et réglementaires contemporaines. De même, la théorie des parties prenantes peut entrer en conflit avec les objectifs de rentabilité économique lorsque les intérêts divergent. Par exemple, maximiser les distributions de zakat pour répondre aux besoins sociaux peut réduire les bénéfices disponibles pour les investisseurs.

Ces divergences ne constituent pas des faiblesses du cadre théorique, mais soulignent plutôt la nécessité d'un équilibre dynamique entre fidélité aux principes éthiques et adaptation aux réalités économiques contemporaines. Elles illustrent également la complexité inhérente à tout système financier qui cherche à concilier objectifs éthiques, performance économique et contraintes institutionnelles.

Le modèle conceptuel proposé articule donc ces quatre théories dans une logique évolutive : les Maqāṣid al-Sharī'a constituent le socle éthique et moral, la théorie des parties prenantes traduit cette éthique en gouvernance inclusive, la théorie du Triple Bottom Line permet de mesurer la durabilité de manière intégrée, et enfin, la théorie institutionnelle explique les dynamiques de diffusion et d'adaptation du modèle à l'échelle mondiale. Cette architecture théorique intégrée offre une grille d'analyse robuste pour comprendre comment la finance islamique peut se positionner comme un modèle financier éthique et durable dans le contexte contemporain.

**Figure 1 : Cadre théorique intégré du développement de la finance islamique comme modèle éthique et durable**



Source : par les auteures

### 3. Méthodologie

Cette étude adopte une revue systématique de la littérature scientifique selon le protocole PRISMA (Page et al., 2021). La démarche méthodologique structurée permet de cartographier, d'évaluer et de synthétiser les connaissances disponibles sur la finance islamique comme modèle éthique et durable de manière transparente et reproductible.

#### 3.1. Type de recherche et approche adoptée

L'étude s'inscrit dans une démarche qualitative et exploratoire, centrée sur l'analyse conceptuelle et critique de publications scientifiques traitant des liens entre finance islamique, durabilité et éthique financière. Cette approche permet de recenser les travaux majeurs dans ce domaine, d'analyser les cadres théoriques mobilisés, d'identifier les tendances, les résultats convergents et les zones de tension ou de controverse, et de proposer des pistes de recherche futures.

#### 3.2. Protocole de revue systématique

- **Formulation des questions de recherche**

La revue systématique vise à répondre aux deux questions suivantes :

RQ1 : Quels sont les apports théoriques et empiriques de la finance islamique à l'élaboration d'un modèle financier éthique et durable ?

RQ2 : Quels cadres conceptuels, méthodologiques et thématiques structurent la littérature scientifique sur ce sujet ?

- **Critères d'inclusion et d'exclusion**

Une démarche systématique de sélection des publications scientifiques a été adoptée afin d'assurer la validité et la fiabilité des résultats obtenus. La pertinence des sources mobilisées repose sur une grille d'inclusion et d'exclusion fondée sur des critères linguistiques, temporels, thématiques et méthodologiques.

Sur le plan linguistique, seules les publications rédigées en anglais ou en français ont été retenues, ces deux langues représentant les principaux vecteurs de diffusion scientifique dans le domaine de la finance éthique et des études islamiques. Les textes rédigés dans d'autres langues ont été exclus afin d'éviter les biais de traduction et d'assurer une homogénéité d'analyse.

Concernant la période temporelle, l'étude couvre la période allant de 2000 à 2024, marquée par l'essor de la finance islamique moderne, l'institutionnalisation des normes éthiques (AAOIFI, IFSB) et la montée en puissance des enjeux liés aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Les publications antérieures à 2000 ont été écartées car elles ne reflètent pas les dynamiques contemporaines de convergence entre finance islamique et durabilité.

Sur le plan méthodologique, seuls les articles scientifiques revus par les pairs, les communications de colloques et les thèses doctorales ont été intégrés en raison de leur rigueur académique et de leur validation institutionnelle. À l'inverse, les notes de blog, rapports non évalués ou documents de travail non validés ont été exclus car ils ne présentent pas les garanties de fiabilité exigées par une revue scientifique.

Enfin, le critère thématique constitue le cœur de la sélection. Ont été retenues les études traitant de la finance islamique, de la finance éthique, de la durabilité ou encore des critères ESG et ODD, dans la mesure où ces travaux permettent d'éclairer la compatibilité entre les fondements éthiques de l'islam et les principes contemporains de la finance responsable. Les publications traitant exclusivement de la finance conventionnelle sans référence aux dimensions éthiques ou religieuses ont été exclues.

- **Bases de données consultées**

La recherche documentaire a été conduite entre mars et mai 2025 sur les bases suivantes : Scopus, Web of Science (WoS), ScienceDirect, Google Scholar et DOAJ (Directory of Open Access Journals).

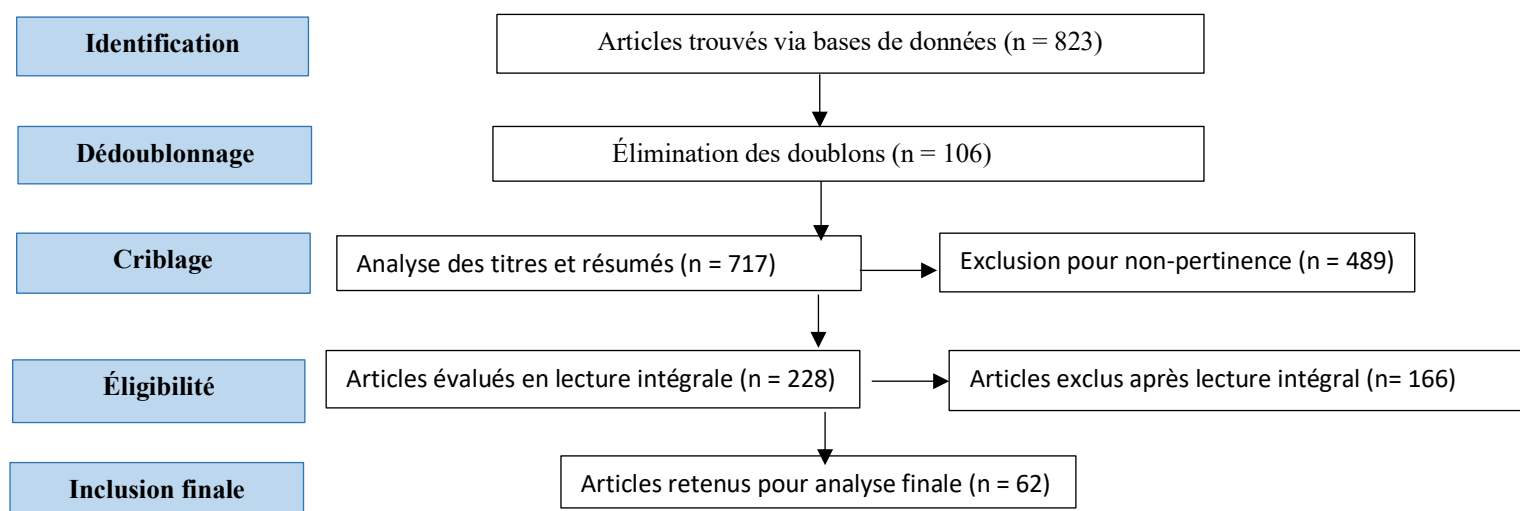
Des mots-clés combinés par opérateurs booléens ont été utilisés : ("Islamic finance" OR "finance islamique") AND ("sustainability" OR "durabilité") AND ("ethics" OR "éthique") AND ("ESG" OR "ODD" OR "responsabilité sociale")

- **Processus de sélection**

Le processus de sélection des articles s'est déroulé en plusieurs étapes. L'identification initiale a permis de recenser 823 articles à partir des bases de données académiques consultées. Après élimination des doublons ( $n = 106$ ), 717 articles ont été soumis à un criblage basé sur l'examen des titres et résumés. À ce stade, 489 articles ont été exclus pour non-conformité aux critères d'inclusion thématiques, méthodologiques ou temporels. Les 228 articles restants ont été examinés en lecture intégrale, conduisant à l'exclusion de 166 articles supplémentaires, souvent en raison de leur faible qualité méthodologique ou d'un périmètre thématique non pertinent. Au final, 62 articles ont été retenus pour l'analyse qualitative approfondie.

Le processus a été documenté à l'aide d'un diagramme PRISMA afin de garantir la transparence du filtrage et la reproductibilité de la démarche.

**Figure 2 : Diagramme PRISMA du processus de sélection**



Source : par les auteures

#### • Analyse des données

Une analyse thématique manuelle et assistée par logiciel (NVivo 14) a été réalisée. Le processus d'analyse s'est déroulé en trois étapes principales. Le codage ouvert a permis d'identifier les concepts récurrents dans les articles retenus, sans présupposition théorique préalable. La catégorisation a ensuite consisté à regrouper les idées autour de dimensions clés : éthique, durabilité, gouvernance, instruments financiers, performance et défis institutionnels. Enfin, la synthèse narrative a mis en évidence les convergences et divergences dans la littérature, permettant de faire émerger cinq thématiques structurantes qui seront présentées dans la section des résultats.

## 4. Résultats

L'analyse systématique des 62 articles retenus révèle cinq thématiques structurantes qui permettent de comprendre le positionnement de la finance islamique comme modèle éthique et durable. Ces thèmes émergent de manière récurrente dans la littérature et offrent une vision intégrée des apports, des convergences et des défis du système financier islamique. La présentation des résultats suit une approche thématique qui répond directement aux questions de recherche formulées.

### 4.1. Fondements conceptuels et philosophiques de la durabilité en finance islamique

L'analyse de la littérature met en évidence que les principes fondamentaux de la finance islamique constituent un socle éthique cohérent avec les exigences contemporaines de durabilité. Quarante-trois articles sur les soixante-deux analysés soulignent que l'interdiction du *riba* (intérêt), du *gharar* (spéculation excessive) et des investissements dans des secteurs illicites (*haram*) ne relève pas uniquement d'une prescription religieuse, mais s'inscrit dans une philosophie économique orientée vers l'équité et la justice sociale.

Les travaux de Zakaria & Ismail (2020) démontrent que les *Maqāṣid al-Sharī'a* (finalités supérieures de la loi islamique) offrent un cadre normatif qui dépasse la dimension confessionnelle pour s'ancrer dans des valeurs universelles de bien-être collectif. Selon ces auteurs, la finance islamique vise la préservation de cinq objectifs essentiels : la foi, la vie, la raison, la descendance et les biens. Cette approche holistique place la justice distributive et la responsabilité sociale au cœur de l'activité financière, créant ainsi une convergence naturelle avec les principes de la finance durable.

Abdullah & Chee (2019) vont plus loin en affirmant que la finance islamique constitue une éthique appliquée plutôt qu'une simple alternative religieuse à la finance conventionnelle. Leur analyse comparative entre finance islamique et finance socialement responsable révèle des similitudes frappantes dans les mécanismes d'exclusion (secteurs non éthiques), de sélection positive (projets à impact social) et de responsabilisation des acteurs économiques. Wilson (2020) renforce cette perspective en soutenant que les principes islamiques incarnent une forme d'éthique financière universelle, applicable au-delà des frontières culturelles et religieuses.

Un aspect particulièrement marquant émerge des travaux de Dusuki & Abdullah (2007) qui établissent un lien direct entre les Maqāṣid al-Sharī'a et les théories contemporaines de la responsabilité sociale des entreprises. Ces auteurs montrent que la notion de maṣlaḥa (bien-être collectif) en islam anticipe de plusieurs siècles les débats actuels sur la création de valeur partagée et la prise en compte des parties prenantes. La zakat, l'un des cinq piliers de l'islam, est ainsi présentée non pas comme une simple charité, mais comme un mécanisme institutionnalisé de redistribution des richesses, intégré au fonctionnement même des institutions financières islamiques.

Plusieurs études, notamment celles de Chapra (2008) et Iqbal & Mirakhor (2011), soulignent que le rejet du riba ne constitue pas uniquement une prohibition religieuse, mais reflète une vision économique cohérente. L'interdiction de l'intérêt vise à décourager l'accumulation de richesses par des moyens improductifs et à favoriser le partage équitable des risques et des profits. Cette logique encourage l'investissement dans l'économie réelle plutôt que dans des activités purement spéculatives, créant ainsi une base naturelle pour une finance plus stable et durable.

La littérature révèle également que les mécanismes de partage des profits et pertes (moudaraba et moucharaka) incarnent une philosophie de partenariat qui responsabilise toutes les parties prenantes. Contrairement au système conventionnel où le créancier est protégé indépendamment de la performance du projet, la finance islamique impose un alignement d'intérêts entre investisseurs et entrepreneurs. Cette approche favorise une évaluation plus rigoureuse des projets financés et encourage la viabilité à long terme plutôt que les gains à court terme.

#### **4.2. Convergence entre finance islamique et finance durable globale**

Plus de la moitié des articles analysés (36 sur 62) mettent en évidence une convergence croissante entre les objectifs et instruments de la finance islamique et les principes de la finance durable, notamment les critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance) et les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.

Les travaux d'Alam et al. (2021) constituent une contribution majeure dans ce domaine. Leur analyse des Sukuk verts émis en Malaisie et au Moyen-Orient démontre que ces instruments financiers répondent simultanément aux exigences de conformité à la Charia et aux standards internationaux de financement vert. Les auteurs révèlent que les Sukuk verts présentent un taux de souscription supérieur aux obligations vertes classiques, suggérant que la combinaison de principes éthiques islamiques et environnementaux attire une base d'investisseurs plus large. Cette étude met en lumière le potentiel des instruments hybrides qui conjuguent conformité religieuse et impact environnemental.

L'inclusion financière représente un axe majeur de convergence identifié dans la littérature. Kammer et al. (2015), dans leur rapport pour le FMI, soulignent que la finance islamique offre des solutions innovantes pour intégrer les populations non bancarisées dans le système financier formel. Les instruments tels que le microcrédit halal, le waqf (fondation à vocation sociale) et le Qard al-Hassan (prêt sans intérêt) permettent d'atteindre des populations marginalisées qui, pour des raisons religieuses ou culturelles, refusent les services financiers conventionnels. Les

auteurs documentent des cas en Indonésie et au Bangladesh où ces mécanismes ont contribué à réduire significativement les taux d'exclusion financière.

La dimension environnementale de la finance islamique émerge comme un domaine de recherche prometteur. Plusieurs études, dont celles de Hussein (2020) et Ali (2014), établissent des parallèles entre l'interdiction islamique du gaspillage (israf) et les principes contemporains d'économie circulaire et de préservation des ressources. Le concept de khilafah (responsabilité envers la création) en islam impose aux êtres humains un rôle de gardiens de l'environnement, créant ainsi un fondement théologique pour l'investissement durable.

Hayat & Malik (2014) apportent une contribution empirique significative en analysant la compatibilité entre les critères de sélection des investissements islamiques et les indices ESG. Leur recherche révèle un chevauchement substantiel entre les deux approches, avec plus de 70% des entreprises conformes à la Charia répondant également aux critères ESG de base. Toutefois, les auteurs identifient aussi des divergences importantes, notamment dans le traitement de certains secteurs comme l'industrie alimentaire conventionnelle ou les entreprises fortement endettées.

Le financement de projets à impact social constitue un autre domaine de convergence. La littérature documente de nombreux exemples où les instruments islamiques ont été mobilisés pour financer des infrastructures sociales, des projets d'énergie renouvelable et des initiatives de développement communautaire. L'étude de la Banque mondiale et de la Banque islamique de développement (2017) sur le financement d'infrastructures par partenariats public-privé illustre comment les Sukuk peuvent servir de véhicule de financement pour des projets alignés sur les ODD, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'éducation.

Un aspect particulièrement intéressant relevé par plusieurs chercheurs concerne l'innovation financière au service de la durabilité. IsDB (2020) documente l'émergence de nouveaux produits hybrides tels que les Sukuk sociaux, les fonds d'investissement à impact conformes à la Charia, et les mécanismes de financement participatif (crowdfunding) islamique. Ces innovations témoignent de la capacité du secteur à s'adapter aux besoins contemporains tout en préservant ses principes fondamentaux.

Cependant, la littérature souligne également que cette convergence reste inégale selon les régions et les institutions. Aribi & Arun (2015) notent que si les discours institutionnels mettent en avant l'alignement entre finance islamique et durabilité, les pratiques effectives restent parfois en deçà des promesses. Les auteurs plaident pour le développement d'indicateurs de mesure d'impact spécifiques à la finance islamique, permettant d'évaluer objectivement sa contribution aux objectifs de durabilité.

#### **4.3. Performance, stabilité et création de valeur durable**

Vingt-neuf articles de notre corpus traitent spécifiquement de la performance économique et de la résilience des institutions financières islamiques. Les résultats révèlent un portrait nuancé mais globalement positif, particulièrement en période de turbulence économique.

L'étude de référence de Beck et al. (2013) constitue une contribution majeure dans ce domaine. En analysant un échantillon de 435 banques islamiques et conventionnelles dans 24 pays sur une période de dix ans, les auteurs démontrent que les banques islamiques affichent une volatilité significativement plus faible dans leur rentabilité pendant les périodes de crise. Cette stabilité supérieure s'explique par trois facteurs principaux : l'adossement obligatoire à des actifs réels qui limite l'exposition aux produits dérivés complexes, les mécanismes de partage des risques qui distribuent les chocs entre investisseurs et entrepreneurs, et une approche plus conservatrice dans l'octroi de financements.

Cependant, ces mêmes auteurs observent que cette stabilité s'accompagne d'une rentabilité légèrement inférieure en période de croissance économique stable. Les contraintes de conformité à la Charia, notamment la nécessité d'obtenir des avis juridiques pour chaque

nouveau produit et les limitations dans les sources de revenus (absence d'intérêts), réduisent la flexibilité opérationnelle et peuvent limiter les opportunités de profit.

Bitar et al. (2019) approfondissent cette analyse en se concentrant spécifiquement sur la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et l'Asie du Sud-Est. Leur recherche utilise le Z-score comme indicateur de stabilité financière et révèle que les banques islamiques présentent des scores de solvabilité supérieurs à leurs homologues conventionnelles. Les auteurs attribuent ce résultat à une capitalisation généralement plus élevée et à une meilleure gestion de la liquidité. Toutefois, ils constatent également une croissance plus lente des actifs, suggérant un compromis entre stabilité et expansion rapide.

Une dimension particulièrement intéressante émerge des travaux de Čihák & Hesse (2010) qui distinguent entre petites et grandes institutions financières islamiques. Leur analyse révèle que les petites banques islamiques sont généralement plus stables que les petites banques conventionnelles, alors que les grandes banques islamiques présentent des profils de risque comparables à leurs homologues conventionnelles. Cette observation suggère que les avantages de stabilité liés au modèle islamique sont plus prononcés à petite échelle, possiblement en raison d'une plus grande proximité avec les principes fondamentaux et d'une meilleure connaissance des emprunteurs locaux.

La question de la création de valeur durable au-delà des indicateurs financiers traditionnels est abordée par Platonova et al. (2018). Ces chercheurs examinent l'impact de la divulgation de responsabilité sociale des entreprises (RSE) sur la performance financière des banques islamiques du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Leurs résultats montrent une corrélation positive significative entre le niveau de divulgation RSE et la performance financière mesurée par le ROA (Return on Assets) et le ROE (Return on Equity). Cette étude suggère que les banques islamiques qui communiquent de manière transparente sur leurs activités sociales et environnementales bénéficient d'une meilleure réputation et d'une fidélité accrue de leurs clients.

Mollah et al. (2017) apportent un éclairage important sur le rôle de la gouvernance dans la performance des banques islamiques. Leur recherche révèle que la présence d'un comité de Charia indépendant et compétent améliore significativement la prise de risque prudente et la performance à long terme. Les auteurs soulignent que la gouvernance islamique, qui ajoute une couche de supervision religieuse à la gouvernance corporative classique, peut constituer un mécanisme de contrôle supplémentaire bénéfique.

Toutefois, la littérature identifie également des défis de performance spécifiques. Safiullah & Shamsuddin (2018) notent que les banques islamiques font face à des coûts de conformité plus élevés, notamment en raison de la nécessité de maintenir des comités de Charia, de former le personnel aux principes islamiques et de développer des produits conformes. Ces coûts peuvent réduire l'efficacité opérationnelle et impacter la compétitivité, particulièrement dans les juridictions où la finance islamique reste minoritaire.

Un aspect intéressant soulevé par Imam & Kpodar (2016) concerne la contribution de la finance islamique à la croissance économique globale. Leur analyse de données macroéconomiques dans plusieurs pays musulmans suggère que le développement du secteur financier islamique est positivement corrélé avec la croissance du PIB, particulièrement dans les économies où une proportion significative de la population adhère à des valeurs religieuses. Cette relation s'explique par l'augmentation de l'inclusion financière et la mobilisation de ressources précédemment exclues du système financier formel.

#### **4.4. Gouvernance, régulation et légitimité institutionnelle**

La question de la gouvernance et de la régulation émerge comme un thème central dans trente-huit articles de notre corpus. La littérature révèle que la finance islamique opère dans un

environnement institutionnel complexe, caractérisé par une dualité de supervision (religieuse et réglementaire) et des défis spécifiques de standardisation internationale.

Grassa (2013) offre une analyse approfondie du système de supervision de la Charia dans les institutions financières islamiques. Son étude comparative de plusieurs juridictions révèle une grande hétérogénéité dans les structures de gouvernance religieuse. Certains pays, comme la Malaisie, ont établi des instances centralisées de supervision de la Charia qui émettent des directives uniformes pour l'ensemble du secteur. D'autres, comme les Émirats arabes unis, adoptent une approche décentralisée où chaque institution dispose de son propre comité de Charia. Cette diversité crée des défis de cohérence et de comparabilité entre institutions et juridictions.

Les travaux de Mollah & Zaman (2015) apportent des preuves empiriques sur l'impact de la supervision de la Charia sur la performance et la gouvernance. Leur analyse de 86 banques islamiques dans 25 pays révèle que la qualité de la supervision de la Charia, mesurée par la compétence et l'indépendance des membres des comités, est positivement corrélée avec la performance financière et la discipline de marché. Les auteurs soulignent que les comités de Charia ne se limitent pas à une fonction de certification religieuse, mais jouent un rôle actif dans la gestion des risques et la stratégie institutionnelle.

La standardisation internationale représente un défi majeur identifié par de nombreux chercheurs. Kammer et al. (2015), dans leur rapport pour le FMI, soulignent que l'absence d'un cadre réglementaire harmonisé au niveau mondial constitue un frein significatif au développement de la finance islamique. Les auteurs documentent des divergences importantes entre les normes comptables, les exigences de capitalisation et les définitions de conformité à la Charia selon les juridictions. Ces incohérences compliquent les opérations transfrontalières et limitent l'intégration de la finance islamique dans le système financier global.

Les institutions de normalisation telles que l'AAOIFI (Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions) et l'IFSB (Islamic Financial Services Board) ont été créées pour adresser ces défis. Sundararajan & Errico (2002) analysent le rôle de ces organismes et soulignent leurs contributions importantes à l'établissement de standards techniques et prudentiels. Cependant, les auteurs notent également que l'adoption de ces standards reste volontaire dans de nombreuses juridictions, limitant leur efficacité.

Un aspect particulièrement intéressant émerge des travaux d'IFN (2022) sur l'évolution des cadres réglementaires. Le rapport identifie une tendance croissante vers l'établissement de lois spécifiques à la finance islamique dans plusieurs pays non musulmans, notamment au Royaume-Uni, au Luxembourg et à Hong Kong. Cette évolution témoigne d'une reconnaissance croissante de la finance islamique comme segment distinct nécessitant des cadres juridiques adaptés.

La question de la légitimité institutionnelle est abordée sous l'angle de la théorie institutionnelle par plusieurs chercheurs. Khan (2010) soulève une question critique : dans quelle mesure la finance islamique contemporaine est-elle véritablement "islamique" ? Son analyse révèle que de nombreux produits financiers islamiques sont structurellement très similaires à leurs équivalents conventionnels, différant principalement par leur terminologie et leur certification religieuse. Cette observation soulève des questions sur l'authenticité du modèle et le risque de dilution des principes éthiques fondamentaux.

El-Gamal (2006) approfondit cette critique en documentant ce qu'il appelle le "legal arbitrage" dans la finance islamique : la tendance à développer des structures juridiques complexes qui reproduisent les effets économiques d'instruments conventionnels tout en respectant formellement les interdictions islamiques. L'auteur argue que cette approche formaliste s'éloigne de l'esprit éthique des Maqāṣid al-Sharī'a et risque de réduire la finance islamique à un simple exercice de conformité légale dénué de substance morale.

Cependant, d'autres chercheurs offrent une perspective plus nuancée. Wilson (2020) soutient que l'adaptation des produits financiers aux réalités commerciales contemporaines ne constitue pas nécessairement une trahison des principes islamiques, mais plutôt une évolution naturelle du fiqh (jurisprudence islamique) qui a toujours été caractérisée par son pragmatisme et sa capacité d'adaptation. L'auteur plaide pour un équilibre entre fidélité aux principes fondamentaux et flexibilité opérationnelle.

La question de la formation et des compétences émerge également comme un enjeu de légitimité institutionnelle. Hassan & Lewis (2007) soulignent le déficit de professionnels qualifiés maîtrisant simultanément la finance moderne et la jurisprudence islamique. Ce manque de talents limite la capacité du secteur à innover tout en maintenant une conformité rigoureuse, et crée une dépendance excessive vis-à-vis d'un nombre restreint de savants religieux qui siègent dans de multiples comités de Charia.

#### **4.5. Défis, contradictions et perspectives d'évolution**

Quarante et un articles de notre corpus explorent les obstacles structurels au développement de la finance islamique à l'échelle mondiale ainsi que les perspectives d'évolution du secteur. Cette thématique révèle une tension permanente entre ambitions éthiques et contraintes opérationnelles, entre authenticité religieuse et compétitivité commerciale.

Le défi de la perception constitue un obstacle majeur identifié dans la littérature. Azmat et al. (2015) posent une question provocatrice dans le titre de leur article : "Can Islamic banking ever become Islamic ?" Leur recherche révèle un décalage significatif entre les attentes normatives des clients musulmans concernant l'éthique et la responsabilité sociale, et les pratiques effectives des institutions financières islamiques. Les auteurs documentent une déception croissante parmi les clients qui perçoivent les banques islamiques comme étant principalement motivées par le profit plutôt que par des considérations éthiques authentiques.

Cette perception est renforcée par le phénomène des "Islamic windows" (guichets islamiques) dans les banques conventionnelles. Dar & Presley (2000) critiquent cette approche comme étant une tentative de capter le marché musulman sans véritable engagement envers les principes de la finance islamique. Les auteurs soulignent que ces guichets utilisent souvent les mêmes systèmes de gestion des risques et les mêmes pools de liquidité que les opérations conventionnelles, remettant en question leur conformité substantielle à la Charia.

Le manque de différenciation claire par rapport à la finance conventionnelle constitue un autre défi majeur. Abozaid (2016) analyse plusieurs produits financiers islamiques populaires et démontre que leur structure économique reproduit souvent les effets des instruments conventionnels qu'ils sont censés remplacer. Par exemple, la mourabaha (vente avec marge bénéficiaire), qui représente plus de 70% des financements dans de nombreuses banques islamiques, fonctionne de manière très similaire à un prêt à intérêt conventionnel du point de vue du client final. Cette similitude soulève des questions sur la valeur ajoutée réelle du modèle islamique.

La formation et le développement des compétences émergent comme un besoin critique. Hanif (2018) souligne que l'émergence de la FinTech islamique (technologies financières conformes à la Charia) crée de nouvelles opportunités mais exige également des compétences hybrides rares : expertise technique en technologies blockchain et intelligence artificielle, compréhension approfondie de la jurisprudence islamique, et maîtrise des principes de la finance durable. Le déficit de professionnels possédant ce profil limite l'innovation et le développement du secteur.

Les contradictions internes au sein même de l'industrie représentent un défi de crédibilité. Archer & Karim (2009) analysent le traitement des comptes d'investissement participatif (profit-sharing investment accounts) et révèlent une pratique problématique : de nombreuses banques islamiques "lissent" les rendements de ces comptes pour les maintenir compétitifs par

rapport aux taux d'intérêt du marché, utilisant des réserves de péréquation pour compenser les mauvaises performances. Cette pratique contredit le principe fondamental de partage authentique des profits et pertes.

Cependant, la littérature identifie également des leviers importants pour le développement futur. L'intégration croissante avec l'agenda ESG constitue une opportunité majeure. Ernst & Young (2016) dans leur rapport sur la compétitivité de la finance islamique mondiale, identifient la convergence entre principes islamiques et critères ESG comme un avantage stratégique potentiel. Les institutions financières islamiques qui réussissent à articuler clairement cette convergence peuvent attirer non seulement des investisseurs musulmans, mais également un segment croissant d'investisseurs internationaux en quête de placements éthiques et durables.

La digitalisation représente un autre levier de transformation. Alam et al. (2021) explorent le potentiel de la technologie blockchain pour améliorer la transparence et la traçabilité dans la finance islamique. La blockchain pourrait permettre de vérifier la conformité à la Charia en temps réel, de tracer l'utilisation des fonds jusqu'aux actifs sous-jacents réels, et de faciliter les transactions transfrontalières tout en réduisant les coûts. Les auteurs documentent plusieurs projets pilotes de Sukuk tokenisés et de plateformes de crowdfunding islamique basées sur la blockchain.

L'innovation dans les produits et services émerge comme une nécessité. Ahmed (2011) plaide pour un retour aux principes fondamentaux de partage des risques (moudaraba et moucharaka) qui ont été marginalisés au profit de produits basés sur la dette (mourabaha et ijara). L'auteur suggère que le développement de fonds d'investissement participatif conformes à la Charia, de capital-risque islamique et de mécanismes de financement de l'entrepreneuriat social pourrait revitaliser l'authenticité éthique du secteur.

La collaboration institutionnelle internationale apparaît comme un facteur clé de développement. Le rapport conjoint de la Banque mondiale et de la Banque islamique de développement (2017) sur le financement d'infrastructures démontre le potentiel de la finance islamique pour mobiliser des capitaux significatifs vers des projets de développement durable. Les auteurs estiment que les Sukuk pourraient jouer un rôle majeur dans le financement des 3,7 trillions de dollars nécessaires annuellement pour atteindre les ODD.

Enfin, plusieurs chercheurs soulignent l'importance de la recherche académique pour légitimer et orienter l'évolution du secteur. Hassan & Aliyu (2018), dans leur revue contemporaine de la littérature sur la finance islamique, identifient plusieurs lacunes de recherche : l'absence d'études longitudinales sur l'impact social réel de la finance islamique, le manque de recherches comparatives avec d'autres formes de finance alternative (coopérative, solidaire), et l'insuffisance d'analyses sur l'intersection entre finance islamique et enjeux environnementaux. Comblir ces lacunes permettrait de renforcer la base empirique du secteur et d'orienter son développement futur de manière plus rigoureuse.

#### **4.6. Synthèse des résultats en réponse aux questions de recherche**

L'analyse systématique des 62 articles permet de répondre aux deux questions de recherche initiales de manière intégrée.

Concernant la première question (RQ1 : Quels sont les apports théoriques et empiriques de la finance islamique à l'élaboration d'un modèle financier éthique et durable ?), les résultats révèlent que la finance islamique offre un cadre normatif cohérent ancré dans les Maqāsid al-Sharī'a, qui converge naturellement avec les principes contemporains de durabilité. Les instruments islamiques, notamment les Sukuk verts, le waqf productif et les mécanismes d'inclusion financière, démontrent une capacité effective à financer des projets durables tout en respectant des contraintes éthiques strictes. Sur le plan de la performance, les institutions financières islamiques affichent une résilience supérieure en période de crise, bien que leur rentabilité soit légèrement inférieure en temps normal.

Concernant la seconde question (RQ2 : Quels cadres conceptuels, méthodologiques et thématiques structurent la littérature scientifique sur ce sujet ?), l'analyse révèle une diversité de cadres théoriques mobilisés, allant des Maqāṣid al-Sharī'a à la théorie des parties prenantes, en passant par le Triple Bottom Line et la théorie institutionnelle. Méthodologiquement, la littérature est dominée par des études empiriques quantitatives comparant performance des institutions islamiques et conventionnelles, ainsi que par des analyses conceptuelles explorant les convergences entre principes islamiques et standards ESG. Thématiquement, les cinq axes identifiés (fondements philosophiques, convergence avec la finance durable, performance et stabilité, gouvernance et régulation, défis et perspectives) structurent l'essentiel de la production scientifique dans ce domaine.

## **5. Discussion et lecture critique de la revue systématique**

Cette section propose une lecture critique et intégrée des résultats présentés précédemment, en confrontant les perspectives convergentes et divergentes de la littérature, en articulant les cadres théoriques mobilisés avec les résultats empiriques analysés, et en répondant explicitement aux questions de recherche formulées.

### **5.1. Une légitimation progressive mais contestée d'un modèle éthique alternatif**

Les résultats de cette revue confirment que la finance islamique connaît une légitimation croissante en tant que modèle éthique alternatif, mais cette reconnaissance demeure l'objet de débats substantiels dans la littérature scientifique. Deux perspectives antagonistes émergent clairement de l'analyse.

D'un côté, les travaux de Wilson (2020), Zakaria & Ismail (2020) et Abdullah & Chee (2019) présentent la finance islamique comme un système cohérent, fondé sur des principes éthiques universels qui dépassent la simple dimension religieuse. Ces auteurs soutiennent que les Maqāṣid al-Sharī'a offrent un cadre normatif applicable à toute forme de finance responsable, indépendamment des croyances religieuses. Cette perspective s'articule naturellement avec la théorie des parties prenantes mobilisée dans notre cadre conceptuel : la finance islamique opérationnalise l'idée que les institutions financières ont des responsabilités envers l'ensemble de la société, et non uniquement envers leurs actionnaires.

De l'autre côté, des chercheurs comme El-Gamal (2006), Khan (2010) et Azmat et al. (2015) adoptent une posture critique, questionnant l'authenticité éthique du modèle dans sa mise en œuvre contemporaine. El-Gamal dénonce le phénomène de "legal arbitrage" où des structures juridiques complexes reproduisent les effets économiques d'instruments conventionnels tout en respectant formellement les interdictions islamiques. Khan va plus loin en questionnant le degré réel d'"islamicité" de la finance islamique, observant que de nombreuses pratiques s'éloignent des principes fondamentaux de partage des risques pour privilégier des mécanismes basés sur la dette qui miment la finance conventionnelle.

Cette tension révèle un écart significatif entre les fondements théoriques du modèle (tels qu'articulés dans les Maqāṣid al-Sharī'a) et les pratiques effectives observées sur le terrain. La théorie institutionnelle permet de comprendre cette divergence : les pressions mimétiques (tendance à imiter les pratiques conventionnelles pour gagner en crédibilité) et les pressions coercitives (contraintes réglementaires et commerciales) conduisent souvent les institutions financières islamiques à s'éloigner de leurs principes fondateurs pour rester compétitives dans un environnement dominé par la finance conventionnelle.

Les résultats empiriques de Beck et al. (2013) et Bitar et al. (2019) sur la stabilité supérieure des banques islamiques en période de crise apportent néanmoins un argument empirique en faveur de la pertinence du modèle. Cette stabilité n'est pas accidentelle, mais découle directement des contraintes structurelles imposées par les principes islamiques : adossement obligatoire à des actifs réels, interdiction des produits dérivés complexes, partage des risques.

Ces mécanismes incarnent concrètement les Maqāṣid al-Sharī'a qui privilégient la préservation des biens (māl) et la stabilité économique collective.

La reconnaissance institutionnelle croissante de la finance islamique dans des pays non musulmans (Royaume-Uni, Luxembourg, Hong Kong) suggère néanmoins que sa légitimité ne repose plus uniquement sur sa conformité religieuse, mais également sur sa capacité perçue à offrir une alternative éthique crédible. Cette évolution marque une transition épistémologique importante : d'un modèle confessionnel à un paradigme éthique global, comme le souligne Wilson (2020).

## **5.2. Convergence ESG-Finance islamique : alliance naturelle ou opportunisme stratégique ?**

La convergence entre finance islamique et normes ESG constitue l'un des résultats les plus saillants de cette revue, mais son interprétation fait l'objet de lectures divergentes dans la littérature.

Les travaux d'Alam et al. (2021), Kammer et al. (2015) et Hussein (2020) documentent une compatibilité substantielle entre les principes islamiques et les critères ESG. Les Sukuk verts, le waqf productif, les mécanismes d'inclusion financière et les investissements à impact social témoignent de cette convergence opérationnelle. Cette observation s'articule directement avec la théorie du Triple Bottom Line mobilisée dans notre cadre conceptuel : la finance islamique évalue la performance selon trois dimensions (économique, sociale, environnementale) de manière intégrée, anticipant ainsi les exigences contemporaines de la finance durable.

Cependant, plusieurs chercheurs émettent des réserves importantes quant à l'authenticité de cette convergence. Aribi & Arun (2015) soulignent un décalage significatif entre les discours institutionnels qui mettent en avant l'alignement ESG et les pratiques effectives qui restent souvent en deçà des promesses. Les auteurs notent l'absence d'indicateurs standardisés permettant de mesurer objectivement la contribution de la finance islamique aux objectifs de durabilité, créant ainsi un risque de "greenwashing" ou "halal-washing".

Cette critique trouve un écho dans les travaux de Platonova et al. (2018) qui, bien qu'identifiant une corrélation positive entre divulgation RSE et performance financière dans les banques islamiques du CCG, observent également une grande variabilité dans la qualité et la profondeur de cette divulgation. Certaines institutions se contentent de rapports superficiels qui mentionnent leur conformité à la Charia sans fournir d'indicateurs concrets d'impact social ou environnemental.

La question se pose alors : la convergence observée reflète-t-elle une alliance naturelle fondée sur des valeurs partagées, ou constitue-t-elle une stratégie opportuniste de positionnement commercial dans un marché de plus en plus sensible aux enjeux ESG ? La théorie institutionnelle offre un cadre d'analyse pertinent pour cette question. Les pressions normatives exercées par les institutions internationales (ONU avec les ODD, initiatives comme les Principles for Responsible Banking) et les attentes croissantes des investisseurs pour des placements éthiques créent des incitations fortes pour les institutions financières islamiques à mettre en avant leur compatibilité ESG.

Les résultats empiriques de Hayat & Malik (2014) apportent un éclairage nuancé : leur analyse révèle un chevauchement de 70% entre entreprises conformes à la Charia et entreprises répondant aux critères ESG de base, mais aussi des divergences importantes dans 30% des cas. Cette observation suggère une convergence partielle plutôt que totale, et souligne la nécessité de développer des cadres d'évaluation spécifiques qui reconnaissent à la fois les similitudes et les différences entre les deux approches.

Un aspect souvent négligé dans la littérature concerne la dimension environnementale. Alors que la finance islamique a développé des instruments innovants pour l'inclusion sociale (zakat, Qard al-Hassan, waqf), sa contribution spécifique à la durabilité environnementale reste moins

documentée empiriquement. Les Sukuk verts représentent une innovation prometteuse, mais leur volume demeure marginal par rapport au marché global des Sukuk. Cette asymétrie entre les dimensions sociale et environnementale de la durabilité constitue une lacune que les recherches futures devront adresser.

### **5.3. Performance et résilience : stabilité au prix de la rentabilité ?**

L'analyse des résultats empiriques sur la performance des institutions financières islamiques révèle un paradoxe apparent : une résilience supérieure en période de crise, mais une rentabilité légèrement inférieure en période stable. Cette observation nécessite une interprétation nuancée qui articule résultats empiriques et fondements théoriques.

Les travaux de Beck et al. (2013), Bitar et al. (2019) et Čihák & Hesse (2010) convergent vers un constat : les banques islamiques présentent une volatilité moindre et des scores de solvabilité supérieurs, particulièrement en période de turbulence économique. Cette stabilité s'explique par des caractéristiques structurelles qui découlent directement des principes islamiques. L'interdiction des produits dérivés complexes et l'obligation d'adossement à des actifs réels limitent l'exposition aux bulles spéculatives. Les mécanismes de partage des profits et pertes distribuent les chocs entre investisseurs et entrepreneurs, créant des amortisseurs naturels.

Cette observation valide empiriquement les prédictions de la théorie des Maqāṣid al-Sharī'a : en privilégiant la préservation des biens et la stabilité économique collective plutôt que la maximisation du profit individuel à court terme, la finance islamique construit une résilience systémique. Les résultats convergent également avec les principes de la finance durable qui privilégient la création de valeur à long terme plutôt que les gains spéculatifs immédiats.

Cependant, cette stabilité s'accompagne de contraintes qui impactent la rentabilité en période normale. Safiullah & Shamsuddin (2018) documentent des coûts de conformité plus élevés (comités de Charia, formation spécialisée, développement de produits conformes) qui réduisent l'efficacité opérationnelle. De plus, l'interdiction de certaines sources de revenus (intérêts, investissements dans des secteurs lucratifs mais illicites) limite les opportunités de profit.

Une lecture critique de ces résultats à la lumière de la théorie du Triple Bottom Line suggère que la comparaison entre finance islamique et finance conventionnelle uniquement sur la base de la rentabilité financière est méthodologiquement réductrice. Si l'on intègre les dimensions sociales (inclusion financière, redistribution via la zakat) et les externalités positives en termes de stabilité systémique, la performance globale de la finance islamique pourrait s'avérer supérieure. Malheureusement, comme le soulignent Aribi & Arun (2015), l'absence d'indicateurs standardisés mesurant ces dimensions non financières limite notre capacité à effectuer une évaluation véritablement intégrée.

Les travaux de Mollah et al. (2017) apportent un éclairage important en montrant que la qualité de la gouvernance, notamment la compétence des comités de Charia, influence significativement la performance. Cette observation suggère que le "compromis" entre stabilité et rentabilité n'est pas inévitable, mais peut être atténué par des mécanismes de gouvernance appropriés. Les institutions qui réussissent à combiner supervision religieuse rigoureuse et expertise financière moderne parviennent à maintenir à la fois conformité éthique et compétitivité commerciale.

Une question critique émerge de cette discussion : quel est le niveau acceptable de "sacrifice" de rentabilité au profit de la stabilité et de l'éthique ? La réponse à cette question dépend fondamentalement de la vision que l'on a du rôle des institutions financières dans la société. Si l'on adhère à une perspective purement shareholder-oriented (maximisation de la valeur pour les actionnaires), la rentabilité légèrement inférieure de la finance islamique constitue un handicap. Si l'on adopte une perspective stakeholder-oriented (prise en compte de l'ensemble des parties prenantes), comme le suggère la théorie mobilisée dans notre cadre conceptuel, alors

cette "moindre rentabilité" peut être réinterprétée comme le coût de l'internalisation d'externalités sociales et du maintien de standards éthiques élevés.

#### **5.4. Défis de standardisation et tensions entre authenticité et compétitivité**

L'hétérogénéité des pratiques et l'absence de standardisation internationale émergent comme des défis majeurs qui limitent le développement de la finance islamique à l'échelle globale. Cette problématique révèle des tensions fondamentales entre plusieurs impératifs parfois contradictoires.

Les travaux de Grassa (2013), Kammer et al. (2015) et Sundararajan & Errico (2002) documentent de manière convergente l'absence d'un cadre réglementaire harmonisé au niveau mondial. Les divergences portent sur plusieurs aspects : interprétations jurisprudentielles de la conformité à la Charia (variant selon les écoles juridiques et les contextes géographiques), normes comptables (différences entre standards AAOIFI et IFRS), exigences prudentielles (variation des ratios de capitalisation et de liquidité), et mécanismes de résolution en cas de faillite.

Cette hétérogénéité s'explique par la nature même de la jurisprudence islamique (fiqh), qui a historiquement été caractérisée par son pluralisme et son adaptation aux contextes locaux. La théorie institutionnelle permet de comprendre cette diversité : les institutions financières islamiques opèrent dans des environnements normatifs et culturels variés, et subissent des pressions institutionnelles différenciées selon leurs juridictions. En Malaisie, par exemple, le cadre réglementaire est fortement centralisé avec une autorité unique émettant des directives uniformes. Au Moyen-Orient, l'approche est plus décentralisée, chaque institution disposant d'une certaine autonomie dans l'interprétation des principes islamiques.

Cependant, cette diversité, qui peut être perçue comme une richesse intellectuelle dans un contexte théologique, devient une source de complexité et de coûts dans un contexte financier globalisé. Les investisseurs internationaux et les régulateurs conventionnels exigent standardisation, comparabilité et prévisibilité. Cette tension entre particularisme religieux et universalisme financier constitue un défi fondamental pour la finance islamique.

Les efforts de l'AAOIFI et de l'IFSB pour établir des standards internationaux représentent des avancées importantes, mais leur adoption demeure volontaire dans de nombreuses juridictions, limitant leur efficacité. Wilson (2020) souligne que cette résistance à l'uniformisation ne relève pas uniquement de l'inertie institutionnelle, mais reflète également des préoccupations légitimes concernant le risque d'imposer une interprétation unique des principes islamiques au détriment de la diversité jurisprudentielle traditionnelle.

Une tension plus profonde émerge entre authenticité éthique et compétitivité commerciale. Les critiques d'El-Gamal (2006) et Abozaid (2016) concernant le mimétisme des produits islamiques par rapport aux produits conventionnels révèlent un dilemme stratégique : pour attirer des clients et concurrencer les institutions conventionnelles, les banques islamiques sont tentées de développer des produits qui reproduisent les caractéristiques des instruments financiers populaires (taux de rendement fixes, garantie du capital, liquidité immédiate) tout en respectant formellement les interdictions islamiques.

Cette approche, qualifiée de "legal arbitrage" par El-Gamal, privilégie la conformité formelle sur la substance éthique. Par exemple, la mourabaha (vente avec marge bénéficiaire), qui représente plus de 70% des financements dans de nombreuses banques islamiques selon les données de Ernst & Young (2016), fonctionne de manière très similaire à un prêt à intérêt du point de vue du client final. Bien que juridiquement conforme car structurée comme une vente, elle s'éloigne de l'esprit de partage des risques qui caractérise les Maqāṣid al-Sharī'a.

Dar & Presley (2000) ont identifié ce problème il y a plus de vingt ans, observant un "manque de partage authentique des profits et pertes" dans la finance islamique. Cette critique demeure pertinente aujourd'hui. Archer & Karim (2009) documentent des pratiques de "lissage des

rendements" où les banques utilisent des réserves pour maintenir les rendements des comptes d'investissement participatif alignés sur les taux d'intérêt du marché, contredisant le principe fondamental de partage authentique des risques.

Cette tension entre authenticité et compétitivité pose une question existentielle pour la finance islamique : peut-elle maintenir son identité éthique distinctive tout en opérant dans un environnement financier global dominé par des logiques conventionnelles ? La réponse à cette question déterminera si la finance islamique devient une véritable alternative transformative ou simplement une variante formellement différente mais substantiellement similaire à la finance conventionnelle.

### **5.5. Articulation entre cadres théoriques mobilisés et résultats empiriques**

L'analyse systématique de la littérature permet d'articuler de manière explicite les quatre cadres théoriques mobilisés (Maqāsid al-Sharī'a, théorie des parties prenantes, Triple Bottom Line, théorie institutionnelle) avec les résultats empiriques identifiés.

Les Maqāsid al-Sharī'a fournissent le fondement normatif qui explique les caractéristiques distinctives de la finance islamique : interdiction du *riba*, du *gharar*, partage des profits et pertes, responsabilité sociale. Les résultats empiriques de Beck et al. (2013) et Bitar et al. (2019) sur la stabilité supérieure des banques islamiques valident l'hypothèse que ces principes normatifs, lorsqu'ils sont effectivement appliqués, produisent des institutions plus résilientes. Cette validation empirique est importante car elle démontre que les Maqāsid al-Sharī'a ne constituent pas uniquement un idéal théologique abstrait, mais se traduisent par des effets économiques mesurables.

Cependant, les critiques d'El-Gamal (2006) et Khan (2010) révèlent un écart entre les prescriptions normatives des Maqāsid et les pratiques effectives. Cet écart illustre une limite importante : les principes théoriques ne se traduisent en résultats que s'ils sont authentiquement mis en œuvre. Lorsque les institutions adoptent une approche formaliste de conformité (respectant la lettre mais pas l'esprit des principes), les bénéfices attendus en termes de stabilité et d'éthique peuvent être compromis.

La théorie des parties prenantes offre un cadre d'interprétation pour comprendre les résultats sur la performance sociale de la finance islamique. Les travaux sur l'inclusion financière (Kammer et al., 2015), les mécanismes redistributifs (*zakat*, *waqf*) et l'investissement à impact social démontrent que les institutions financières islamiques adoptent effectivement une vision élargie de leurs responsabilités. Les résultats de Platonova et al. (2018) montrant une corrélation positive entre divulgation RSE et performance financière suggèrent que cette orientation stakeholder n'est pas incompatible avec la performance économique, mais peut même la renforcer à long terme.

Néanmoins, la théorie des parties prenantes met également en lumière des tensions potentielles entre les intérêts de différents groupes. Les observations de Safiullah & Shamsuddin (2018) sur les coûts de conformité plus élevés illustrent un compromis entre les intérêts des investisseurs (qui préfèrent des coûts bas et des rendements élevés) et ceux des autres parties prenantes (qui bénéficient des mécanismes de supervision religieuse et des programmes sociaux). La gouvernance des institutions financières islamiques doit naviguer continuellement entre ces intérêts parfois divergents.

La théorie du Triple Bottom Line permet d'évaluer la performance de manière intégrée selon trois dimensions. Les résultats de cette revue montrent que la finance islamique performe différemment selon les dimensions considérées. Sur le plan économique : stabilité supérieure mais rentabilité légèrement inférieure. Sur le plan social : contributions significatives via l'inclusion financière et les mécanismes redistributifs. Sur le plan environnemental : potentiel prometteur (*Sukuk* verts) mais réalisations encore limitées.

Cette évaluation multidimensionnelle révèle que les comparaisons unidimensionnelles entre finance islamique et finance conventionnelle (basées uniquement sur la rentabilité) sont méthodologiquement insuffisantes. Le cadre du Triple Bottom Line suggère qu'une évaluation complète devrait pondérer les trois dimensions. Malheureusement, comme le soulignent Aribi & Arun (2015), l'absence d'indicateurs standardisés pour mesurer les dimensions sociale et environnementale limite notre capacité à effectuer cette évaluation intégrée de manière rigoureuse.

La théorie institutionnelle offre un cadre explicatif pour comprendre l'hétérogénéité des pratiques et les défis de standardisation. Les résultats montrant la diversité des cadres réglementaires, des interprétations jurisprudentielles et des structures de gouvernance s'expliquent par les différentes pressions institutionnelles (coercitives, normatives, mimétiques) auxquelles sont soumises les institutions financières islamiques selon leurs contextes.

La théorie institutionnelle permet également d'interpréter la tension entre authenticité et compétitivité. Les pressions mimétiques (tendance à imiter les pratiques conventionnelles pour gagner en légitimité) expliquent pourquoi de nombreux produits islamiques ressemblent structurellement à leurs équivalents conventionnels. Les pressions normatives (exercées par les organisations de standardisation comme l'AAOIFI) et les pressions coercitives (cadres réglementaires nationaux) influencent les modalités d'adaptation des institutions aux exigences locales et internationales.

Cette articulation révèle que les quatre théories mobilisées ne sont pas redondantes, mais offrent des perspectives complémentaires sur des aspects différents du phénomène étudié. Les Maqāsid al-Sharī'a expliquent le "pourquoi" (les fondements normatifs), la théorie des parties prenantes explique le "pour qui" (les bénéficiaires élargis), le Triple Bottom Line offre un cadre pour mesurer le "quoi" (les résultats multidimensionnels), et la théorie institutionnelle explique le "comment" (les processus d'adaptation et de diffusion).

## 5.6. Réponse intégrée aux questions de recherche

À l'issue de cette discussion critique, nous pouvons répondre de manière intégrée aux deux questions de recherche formulées.

### ***Réponse à RQ1 : Quels sont les apports théoriques et empiriques de la finance islamique à l'élaboration d'un modèle financier éthique et durable ?***

Sur le plan théorique, la finance islamique offre un cadre normatif complet (Maqāsid al-Sharī'a) qui articule principes éthiques, mécanismes opérationnels et finalités sociales de manière cohérente. Ce cadre converge naturellement avec les exigences contemporaines de la finance durable, en privilégiant l'économie réelle, le partage équitable des risques, l'inclusion financière et la responsabilité sociale. La contribution théorique principale réside dans la démonstration qu'une éthique religieuse millénaire peut être réinterprétée et opérationnalisée pour répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Sur le plan empirique, les apports sont substantiels mais nuancés. Premièrement, la finance islamique démontre une résilience supérieure en période de crise, validant l'hypothèse que des contraintes éthiques strictes peuvent générer de la stabilité systémique. Deuxièmement, elle offre des instruments innovants (Sukuk verts, waqf productif, mécanismes d'inclusion) qui contribuent effectivement au financement de projets durables. Troisièmement, elle élargit l'espace des possibles en démontrant qu'un système financier peut opérer sans intérêt tout en restant viable économiquement.

Cependant, les apports empiriques sont limités par plusieurs facteurs : l'écart entre principes théoriques et pratiques effectives (mimétisme des produits conventionnels), l'hétérogénéité des pratiques qui complique l'évaluation globale, et l'absence d'indicateurs standardisés permettant de mesurer objectivement l'impact social et environnemental. De plus, la contribution

spécifique de la finance islamique à la durabilité environnementale reste encore à développer et à démontrer empiriquement.

**Réponse à RQ2 : Quels cadres conceptuels, méthodologiques et thématiques structurent la littérature scientifique sur ce sujet ?**

Conceptuellement, la littérature mobilise une diversité de cadres théoriques allant des Maqāsid al-Sharī'a (approche théologique et normative) aux théories économiques et organisationnelles contemporaines (parties prenantes, Triple Bottom Line, théorie institutionnelle). Cette diversité reflète la nature interdisciplinaire du champ, mais révèle également un certain cloisonnement : les études théologiques et juridiques dialoguent peu avec les analyses économiques empiriques. Méthodologiquement, trois approches dominent. Les études comparatives quantitatives analysent la performance financière des institutions islamiques versus conventionnelles en utilisant des données de panel et des analyses de régression. Les analyses conceptuelles explorent les convergences entre principes islamiques et standards contemporains (ESG, ODD) à travers des revues de littérature et des analyses normatives. Enfin, les études de cas examinent des instruments ou des institutions spécifiques pour comprendre leurs mécanismes et impacts. Une lacune méthodologique importante émerge : peu d'études longitudinales suivent l'évolution des institutions sur le long terme, peu d'études qualitatives explorent les perceptions et motivations des acteurs, et peu d'analyses comparatives examinent la finance islamique par rapport à d'autres formes de finance alternative (coopérative, solidaire, sociale).

Thématiquement, cinq axes structurent la littérature : fondements philosophiques et éthiques, convergence avec la finance durable, performance et résilience, gouvernance et régulation, défis et perspectives. Ces thèmes ne sont pas étanches mais s'entrelacent, révélant des tensions récurrentes entre authenticité éthique et pragmatisme commercial, entre particularisme religieux et universalisme financier, entre stabilité et rentabilité.

Une observation importante est que la littérature a progressivement évolué d'une focalisation exclusive sur les aspects religieux et juridiques vers une ouverture croissante aux enjeux contemporains de durabilité, d'inclusion et d'innovation technologique. Cette évolution reflète la maturation du champ et sa tentative de dialoguer avec les débats globaux sur l'avenir de la finance.

## 6. Conclusion

Le développement de la finance islamique s'impose aujourd'hui comme une réponse crédible aux limites structurelles et éthiques de la finance conventionnelle. Fondée sur les principes des *Maqāsid al-Sharī'a*, cette approche propose une vision intégrée de la performance où la recherche du profit s'accompagne d'une exigence morale, sociale et environnementale. Elle se distingue par son ancrage dans l'économie réelle, son refus de la spéculation et son orientation vers la justice distributive et la solidarité. Ces fondements permettent à la finance islamique de s'inscrire pleinement dans la dynamique mondiale de la finance durable, en contribuant à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et à la transition vers des modèles économiques inclusifs et responsables.

L'analyse de la littérature scientifique entre 2000 et 2024 met en évidence trois enseignements majeurs. Premièrement, la finance islamique représente une alternative éthique fondée sur la moralisation des pratiques financières et la promotion de la justice sociale. Deuxièmement, elle constitue un levier de durabilité, capable d'intégrer les principes ESG à travers des instruments tels que les *sukuk verts*, la *zakat* ou le *waqf productif*. Troisièmement, elle démontre une résilience supérieure face aux crises financières grâce à son adossement aux actifs tangibles et à son encadrement normatif. Toutefois, son développement reste freiné par des défis institutionnels persistants : la standardisation des pratiques, la formation des acteurs, la gouvernance et l'harmonisation des cadres réglementaires.

Sur la base de ces constats, plusieurs recommandations peuvent être formulées. D'une part, il est essentiel de renforcer l'harmonisation réglementaire internationale, notamment à travers le rôle accru d'organismes comme l'AAOIFI et l'IFSB, afin de consolider la crédibilité et la comparabilité du secteur.

D'autre part, les autorités monétaires et les gouvernements des pays musulmans devraient favoriser l'innovation financière durable, en encourageant les produits hybrides qui allient principes islamiques et objectifs environnementaux (par exemple, les *sukuk verts* ou les instruments de microfinance éthique).

Par ailleurs, la mise en place de programmes de formation et de certification spécialisés est nécessaire pour développer les compétences en finance participative, gestion de l'éthique et finance verte.

Enfin, une intégration plus systématique des critères ESG dans les pratiques des institutions financières islamiques permettrait de renforcer leur légitimité sur les marchés internationaux et d'amplifier leur contribution au développement durable.

Sur le plan académique, cette étude ouvre plusieurs perspectives de recherche. Il serait pertinent d'approfondir l'analyse empirique de la performance ESG des institutions financières islamiques à travers des indicateurs mesurables (résilience, inclusion, impact social). De même, une exploration comparative entre finance islamique et finance solidaire **occidentale** pourrait éclairer les convergences possibles entre ces deux modèles alternatifs. Enfin, la question de la digitalisation de la finance islamique (FinTech, blockchain, crowdfunding participatif halal) constitue un champ prometteur pour comprendre comment l'innovation technologique peut renforcer l'éthique, la transparence et l'efficacité du système.

En somme, la finance islamique n'est pas seulement un modèle alternatif : elle représente une philosophie financière globale, porteuse d'une vision humaniste de l'économie, où la rentabilité se conjugue avec la justice sociale et la préservation des ressources. Sa consolidation et sa diffusion dépendent désormais de la capacité des acteurs publics, privés et académiques à articuler ses fondements spirituels avec les exigences contemporaines de durabilité et de gouvernance responsable.

## Références

- (1). Abedifar, P., Molyneux, P., & Tarazi, A. (2013). Risk in Islamic banking. *Review of Finance*, 17(6), 2035–2096. <https://doi.org/10.1093/rof/rfs041>
- (2). Abdul-Majid, M., Saal, D. S., & Battisti, G. (2010). Efficiency in Islamic and conventional banking: An international comparison. *Journal of Productivity Analysis*, 34(1), 25–43. <https://doi.org/10.1007/s11123-009-0165-3>
- (3). Abozaid, A. (2016). Contemporary Islamic financing modes between contract technicalities and Shari'ah objectives. *Journal of Islamic Banking and Finance*, 4(2), 1–14. <https://doi.org/10.15640/jibf.v4n2a1>
- (4). Ahmed, H. (2011). Product development in Islamic banks. Edinburgh University Press.
- (5). Alam, N., Rizvi, S. A. R., & Sulaiman, N. A. (2021). Fintech, digital currency and the future of Islamic finance: Opportunities and challenges. *Journal of Islamic Marketing*, 12(3), 498–516. <https://doi.org/10.1108/JIMA-12-2019-0262>
- (6). Archer, S., & Karim, R. A. A. (2009). Profit-sharing investment accounts in Islamic banks: Regulatory problems and possible solutions. *Journal of Banking Regulation*, 10(4), 300–306. <https://doi.org/10.1057/jbr.2009.9>
- (7). Ayub, M. (2007). *Understanding Islamic finance*. John Wiley & Sons.
- (8). Azmat, S., Skully, M., & Brown, K. (2015). Can Islamic banking ever become Islamic? *Pacific-Basin Finance Journal*, 34, 253–272. <https://doi.org/10.1016/j.pacfin.2015.03.001>

- (9). Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Merrouche, O. (2013). Islamic vs. conventional banking: Business model, efficiency and stability. *Journal of Banking & Finance*, 37(2), 433–447. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2012.09.016>
- (10). Belanes, A., & Hachana, R. (2010). Islamic finance and wealth management. *International Research Journal of Finance and Economics*, 37, 44–54.
- (11). Bitar, M., Hassan, M. K., & Walker, T. (2019). Political systems and the financial soundness of Islamic banks. *Journal of Financial Stability*, 44, 100695. <https://doi.org/10.1016/j.jfs.2019.100695>
- (12). Chapra, M. U. (2008). The Islamic vision of development in the light of Maqasid al-Shariah. Islamic Research and Training Institute.
- (13). Čihák, M., & Hesse, H. (2010). Islamic banks and financial stability: An empirical analysis. *Journal of Financial Services Research*, 38(2–3), 95–113. <https://doi.org/10.1007/s10693-010-0089-0>
- (14). Dar, H. A., & Presley, J. R. (2000). Lack of profit loss sharing in Islamic banking: Management and control imbalances. *International Journal of Islamic Financial Services*, 2(2), 3–18.
- (15). Dusuki, A. W., & Abdullah, N. I. (2007). Maqasid al-Shari'ah, Maslahah, and corporate social responsibility. *The American Journal of Islamic Social Sciences*, 24(1), 25–45. <https://doi.org/10.35632/ajiss.v24i1.415>
- (16). El-Gamal, M. A. (2006). *Islamic finance: Law, economics, and practice*. Cambridge University Press.
- (17). Ernst & Young. (2016). *World Islamic Banking Competitiveness Report 2016*. Ernst & Young Global Limited.
- (18). Grassa, R. (2013). Shariah supervisory system in Islamic financial institutions: New issues and challenges. *Arab Law Quarterly*, 27(2), 171–187. <https://doi.org/10.1163/15730255-12341247>
- (19). Hanif, M. (2018). Shariah-compliant FinTech in banking sector. *Journal of Islamic Marketing*, 11(6), 1504–1524. <https://doi.org/10.1108/JIMA-02-2018-0028>
- (20). Hassan, M. K., & Aliyu, S. (2018). A contemporary survey of Islamic banking literature. *Journal of Financial Stability*, 34, 31–44. <https://doi.org/10.1016/j.jfs.2017.12.006>
- (21). Hassan, M. K., & Lewis, M. K. (2007). *Handbook of Islamic banking*. Edward Elgar Publishing.
- (22). Imam, P., & Kpodar, K. (2016). Islamic banking: Good for growth? *Economic Modelling*, 59, 387–401. <https://doi.org/10.1016/j.econmod.2016.08.004>
- (23). Iqbal, Z., & Mirakhor, A. (2011). *An Introduction to Islamic Finance: Theory and Practice* (2nd ed.). Wiley Finance.
- (24). Islamic Financial Services Board (IFSB). (2018). *Islamic Financial Services Industry Stability Report 2018*. Kuala Lumpur: IFSB.
- (25). Jobst, A. A. (2007). The economics of Islamic finance and securitization. *Journal of Structured Finance*, 13(1), 6–27. <https://doi.org/10.3905/jsf.2007.13.1.6>
- (26). Kammer, A., Norat, M., Piñón, M., Prasad, A., Towe, C., Zeidane, Z., & IMF Staff. (2015). *Islamic Finance: Opportunities, Challenges, and Policy Options*. IMF Staff Discussion Note No. 15/05. International Monetary Fund.
- (27). Khan, F. (2010). How 'Islamic' is Islamic banking? *Journal of Economic Behavior & Organization*, 76(3), 805–820. <https://doi.org/10.1016/j.jebo.2010.09.015>
- (28). Khan, M. M., & Bhatti, M. I. (2008). Development in Islamic banking: A financial risk-allocation approach. *Journal of Risk Finance*, 9(1), 40–51. <https://doi.org/10.1108/15265940810842401>

- (29). Mollah, S., Hassan, M. K., Al Farooque, O., & Mobarek, A. (2017). The governance, risk-taking, and performance of Islamic banks. *Journal of Financial Services Research*, 51(2), 195–219. <https://doi.org/10.1007/s10693-016-0245-2>
- (30). Mollah, S., & Zaman, M. (2015). Shari'ah supervision, corporate governance and performance: Conventional vs. Islamic banks. *Journal of Banking & Finance*, 58, 418–435. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2015.04.030>
- (31). Obaidullah, M. (2005). *Islamic financial services*. Islamic Economics Research Center, King Abdulaziz University.
- (32). Platonova, E., Asutay, M., Dixon, R., & Mohammad, S. (2018). The impact of corporate social responsibility disclosure on financial performance: Evidence from the GCC Islamic banking sector. *Journal of Business Ethics*, 151(2), 451–471. <https://doi.org/10.1007/s10551-016-3229-0>
- (33). Rashid, M., Hassan, M. K., & Shah, M. A. R. (2020). On the role of Islamic banks in the monetary policy transmission in Malaysia. *Research in International Business and Finance*, 52, 101123. <https://doi.org/10.1016/j.ribaf.2019.101123>
- (34). Safiullah, M., & Shamsuddin, A. (2018). Risk in Islamic banking and corporate governance. *Pacific-Basin Finance Journal*, 47, 129–149. <https://doi.org/10.1016/j.pacfin.2017.12.008>
- (35). Saeed, M., & Izzeldin, M. (2016). Examining the relationship between default risk and efficiency in Islamic and conventional banks. *Journal of Economic Behavior & Organization*, 132, 127–154. <https://doi.org/10.1016/j.jebo.2014.02.014>